

Attentat de l'Isère : derrière la guerre avec l'Etat islamique, cette haine domestique que la France a laissé prospérer contre elle-même



Gangrenée par des tumeurs et des crispations, l'attentat en Isère révèle de profonds ressentiments qui traversent la société française entre Institutions, classes populaires, descendants d'immigrés, et idéologues.

Avec Guylain Chevrier

Avec Yves Roucaute

Avec Paul-François

Paoli

- On observe, en France, une prolifération de nombreuses haines. Les attentats terroristes de l'année 2015 sont l'illustration du terreau sur lesquels poussent ces haines : haine raciale, idéologique, religieuse, sociale, économique, etc.
- Pour comprendre l'actualité et l'attentat d'hier en Isère, il est nécessaire de partir de ce que les gens ressentent, pour comprendre leurs crispations.
- La société contemporaine enferme dans un mal-être, une angoisse identitaire, qui inquiète une majorité silencieuse blanche, craintive à l'idée de perdre son mode de vie à la française.
- Les pouvoirs publics ne s'emparent pas des causes profondes de ces haines, quand le politique les conjugue au pluriel.

En quoi ces actes terroristes sont-ils aussi le fruit de ressentiments propres à la société française ? Si ce type d'attentats se revendique d'une lutte bien plus large - en l'occurrence le djihad - ne prolifèrent-elles pas en réalité sur des haines très françaises ?

Paul-François Paoli : La France a toujours été marquée par des affrontements idéologique et des haines très violentes, il suffit de songer à la Guerre d'Algérie qui a plongé la France dans un climat très tendu. En outre, durant les années qui ont succédé à mai 68, les tensions entre extrême gauche et Etat étaient très fortes. On ne s'en souvient plus guère. **C'est d'autre chose qu'il s'agit aujourd'hui, et vous avez raison d'employer le terme de ressentiment, qui me paraît très légitime pour qualifier les évolutions des esprits en France.** De nouvelles fractures sont apparues en France. **Des fractures identitaires, au sens où elle recouvre des distinctions d'ordre parfois ethnique ou religieuse.** La France est traditionnellement un pays de guerre civile, que l'on se souvienne des Guerres de Religion ou de la Terreur de 1793 ou de la Guerre de Vendée. A l'époque, des Français affrontaient d'autres Français, pour des raisons idéologiques et religieuses.

Aujourd'hui, la nouveauté réside dans le fait que les affrontements ont lieu entre des gens très souvent français de date récente, ayant intégré la France avec l'aide de leurs parents, venues de nos anciennes colonies. Ces haines ont ainsi été importées en France. Le conflit a aujourd'hui lieu entre des jeunes hommes qui se sentent exclus ou victimes de la France, pour des raisons identitaires. C'était le cas des frères Kouachi.

Les tensions identitaires que traverse notre pays ont trait à deux grandes questions : le registre de la colonisation, et celui de l'islam. Ce ressentiment est lié à une partie de notre histoire récente, la décolonisation, pour des pays comme l'Algérie par exemple.

Guylain Chevrier : Les tensions identitaires, voire parfois la haine, qui prennent forme et s'enracinent dans la société française à travers les rapports entre religion et société, particulièrement au regard de la place que revendique un islam communautaire dans une certaine confrontation avec la République, constituent une réalité de plus en plus prégnante. Une tendance qui ne concerne que la partie la plus visible des musulmans, mais significative. Ce que l'on ne peut laisser de côté dans l'analyse à mener sur le développement inquiétant de l'influence du fondamentalisme et du djihadisme en France. Il ne s'agit évidemment nullement d'assimiler islam et islamisme ici, mais de reconnaître qu'à cet endroit on doit s'interroger sur les continuités possibles entre les différentes formes sous lesquelles se manifeste le religieux. Ce que l'on a tendance à dénier de façon de plus en plus surprenante, dans un contexte qui ne cesse de se tendre.

On apprend que concernant l'auteur de l'attentat de ce 26 juin en Isère, une fiche « S » lui avait été consacrée en raison de ses liens avec la mouvance salafiste, dont on a du mal à distinguer la frontière entre les exigences religieuses d'un islam qui verse dans le fondamentalisme, et le djihadisme. Cette tendance de l'islam rejette les valeurs de la République et se comporte comme une secte, où l'on retrouve la plupart des femmes portant le niqab et des gants, des hommes qui refusent de serrer la main des femmes, qui entendent appliquer les textes religieux à la lettre, selon une interprétation aux relents moyenâgeux. En laissant se développer dans notre société cette mouvance, n'est-on pas en train de banaliser un modèle totalement contraire à nos acquis démocratiques, et un fanatisme religieux qui est au fondement du djihadisme ? N'est-on pas en train de laisser s'installer sur notre sol une haine de nos valeurs qui ne peut qu'être le terreau des plus grands dangers ?

Ne doit-on pas se remémorer que les contrôles de femmes en niqab (voile intégral) par la police, pour les verbaliser depuis la loi qui interdit la dissimulation du visage dans l'espace public de 2010, ont donné lieu à Trappes, comme dans d'autres villes telle Marseille, à des soutiens de la population de leurs quartiers qui se considèrent en affinité avec elles, au point de déclencher des émeutes de plusieurs jours. Les incidents de la minute de silence dans les établissements scolaires au moment des dramatiques attentats de janvier dernier, où on a entendu des « Charlie, ils l'ont bien cherché », ne sont-ils pas dans ce prolongement, inquiétants ? Les cris de « morts aux juifs et Allah akbar, France complice », lors de manifestations pro-palestiniennes depuis l'année dernière, ne relèvent-elles pas de la même veine problématique, dévoilant un terreau favorable à la dérive radicale bien au-delà de la mouvance salafiste ? Le parti des Indigènes de la République qui développe un discours de haine de la République et de ses valeurs, opposant les musulmans désignés comme opprimés à une société française dominée selon lui par des blancs au racisme postcolonial, n'encourage-t-il pas les choses dans le même sens, créant le trouble, sans réaction d'ailleurs des pouvoirs publics ?

On voit comment la place de l'islam en France est disputée entre différentes tendances, autour d'exigences croissantes, avec en toile de fond une mise en procès de la France de ne jamais en faire assez. On a vu dernièrement Dalil Boubakeur, Président du Conseil français du culte musulman, aller à la tribune du rassemblement du Bourget de l'UOIF, organisation affiliée au Frères musulmans, faire de la surenchère en demandant à la France d'aider à la construction de 2000 mosquées supplémentaires, comme mise au défi. Quelques jours plus tard, il proposait de transformer des églises en mosquées... On assiste à une montée des revendications communautaires à caractère religieux comme un du dans tous les espaces de la société, avec une pression très forte en faveur de la reconnaissance d'une logique communautaire à caractère juridique contraire au sens de nos institutions qui ne connaissent que des individus de droit, afin de protéger leur libre choix, y compris celui de nos concitoyens de confession musulmane qui le demandent. La communautarisation de certains quartiers constitue par ailleurs un cadre idéal, à l'ombre de quoi des religieux malveillants sont aux aguets pour embrigader des jeunes et jouer de l'enfermement religieux, qui peut être l'antichambre d'une dérive radicale, qu'on ne pointe pas assez.

Il est indéniable que les tensions sont à leur comble de ce point de vue, alors qu'on ne saurait oublier qu'au niveau international s'affirme un Etat islamique qui trame les dangers et se positionne comme le retour d'une fierté piégée, mais bien réelle pour une partie des musulmans en France. Il apparaît plus que jamais nécessaire d'avoir aujourd'hui une réflexion d'ensemble qui permette des repositionnements autour de nos valeurs communes de façon beaucoup plus forte qu'on ne le fait, où on passera à côté d'un des enjeux essentiels dans la prévention à la dérive radicale et au djihadisme.

Yves Roucaute : Sans doute est-il temps d'accepter de décrypter l'un des maux de notre société française, les dynamiques de haine qui œuvrent en son sein. Et cela sous peine de ne pouvoir les traiter. Il me semble possible d'avancer quelques réflexions qui ne prétendent pas faire le tour d'une question très vaste. Disons d'abord que l'islamisme radical est une partie intégrante de cette dynamique des haines que nous constatons en France, mais il ne les invente pas. Il en use plutôt et il les cristallise auprès des plus fragiles, pour les faire converger contre la France républicaine.

Ce processus qui conduit au terrorisme islamiste en France dépasse évidemment la France. Il s'agit bien d'un mouvement international poreux et éclaté, qui vise tout aussi bien des Etats de démocratie libérale que les grandes spiritualités, dont l'islam, qu'il soit chiite ou sunnite. Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si cette dynamique de haine qui tue à Grenoble, s'exprime par le meurtre d'une quarantaine d'Européens, le même jour, à Sousse, pour terroriser la jeune démocratie tunisienne et celui d'une quinzaine de musulmans au Koweït, allié des démocraties. Le projet de califat mondial explique le caractère mortifère et totalitaire de cette idéologie qui touche aussi la France. À l'évidence, le réel ne pouvant supporter un tel projet, les terroristes tentent d'abolir le réel. C'est d'ailleurs pourquoi, ils sont condamnés par l'histoire.

Mais cela n'explique pas tout. Comment peuvent-ils croire deux secondes à l'idée de soumettre 7,1 milliards d'habitants sur terre pour recréer le califat ? Allez donc expliquer à 1 milliard de Chinois athées, confucéens ou bouddhistes qu'ils vont devoir obéir à un calife quand déjà il est impossible d'unifier ceux qui se battent pour Daesh et pour Al-Qaïda. Et comment peuvent-ils croire être en adéquation avec le Coran pour tuer des êtres humains en plein Ramadan ?

Pour saisir de quoi il retourne et le problème que nous affrontons en France, sans doute est-il nécessaire de rappeler que la haine n'est pas la colère. Il y a de la peine à la base de la colère, il y a de la jouissance à la base de la haine. C'est d'ailleurs peut-être pourquoi on voit aujourd'hui Daesh offrir des images de têtes coupées tout autant que des esclaves sexuelles aux gagnants d'un concours de mémorisation du Coran. Le fond est le même dans les deux cas. C'est une question absolument fondamentale, « cela joue » dans la haine. Donc arrêter la haine en France, ou ailleurs, n'est pas si simple qu'on le croit. Et les moyens de l'arrêter demandent une volonté et une méthode bien particulière pour recréer l'interdit, celui que la haine a supprimé. Car toute haine est dans l'abjection et elle tente d'entraîner ses opposants dans l'abjection. Les terroristes torturent, violent, coupent les têtes et le font savoir. Ils tentent ainsi d'entraîner leurs ennemis dans leur haine. Ce qui, en retour justifierait leur haine et augmenterait leur jouissance. Par exemple, la tactique des islamistes en France est d'entraîner la communauté nationale dans la haine des musulmans, ce qui, en retour, conduirait à recruter de nouveaux criminels et à justifier leur crimes. C'est pourquoi, la lutte contre les dynamiques de haine doivent être menées par des chefs raisonnables, sans haine, avec détermination, en gardant à l'esprit les valeurs universelles de respect de la dignité humaine, même dans la guerre. C'est aussi pourquoi votre question des haines qui agitent le pays est aussi importante. Car la haine islamiste n'est pas une haine primitive. Elle est, en France, l'expression d'un rhizome qui court sous le sol. Et extirper cette haine islamiste c'est extirper ce rhizome aux dix ramifications.

Quelle typologie peut-on dresser de ces haines françaises ? Quels en sont les principaux foyers ? Dans quels groupes de population se sont-elles développées, sur quels facteurs (raisons religieuses, économiques, mondialisation) ? Qui sont leurs cibles ?

Paul-François Paoli : Il faut bien comprendre que ces haines naissent sur un ressentiment, nourri et alimenté par la diffusion de l'idée que certaines catégories de population étaient des victimes. **Les principales institutions qui ont alimenté ce ressentiment sont celles des médias, de l'éducation nationale, et de toute l'idéologie victimaire de l'exclusion, devenue dominante dans les années 80.** A cette époque, la gauche au pouvoir est en train de perdre les classes populaires. Le Front National fait ses premiers bons scores, à Dreux en 1983 notamment. Les classes populaires se détournent de la gauche, et s'orientent vers d'autres horizons.

Des intellectuels de gauche soutiennent cette théorie, qui explique que la gauche ne représente aujourd'hui plus du tout les classes populaires, et que le lien entre la gauche et le peuple est rompu depuis longtemps. La gauche s'adresse aux femmes et aux jeunes de souches immigrés. **Et la gauche leur raconte, depuis 30 ans, que ces jeunes sont des descendants de victime du colonialisme, et qu'ils ont, d'une certaine manière, raison de se sentir victime de l'exclusion.** Face à ce discours de la gauche radicale, la gauche du gouvernement a en son sein des personnalités comme Madame Taubira, qui considère que la République est une nouvelle forme de colonisation. La faute de la gauche a été d'assigner ces jeunes à un statut de victime. **Quand vous vous considérez comme victime, vous êtes conduit à développer un ressentiment violent, qui débouche sur une forme de haine.**

Guylain Chevrier : il y a une grille de lecture des difficultés sociales rencontrées dans les quartiers, dans certaines banlieues déshéritées, qui consiste à y voir avant tout des discriminations envers les immigrés, qui sont souvent perçus comme des musulmans, justifiant de mettre en jeu l'idée d'un Etat raciste. Ce qui alimente la théorie d'un complot de mensonge et de la haine envers certaines populations. Il n'est pas question de nier qu'il y ait des discriminations, mais avoir pour lecture qu'elles seraient le seul motif des difficultés sociales rencontrées par ces dernières est absurde, alors que nous évoluons dans une économie de sous-emploi chronique qui est largement à la source des problèmes d'intégration. Une grille de lecture qui est relayée par des associations et des organisations qui en ont fait leur font de commerce, y rajoutant encore du crédit et des tensions. Cette lecture faussée a aussi pour effet de masquer le fait que dans ces quartiers demeurent en général des familles de la population majoritaire en nombre, qui passe pour invisibles, générant ainsi un ressentiment qui n'est pas difficile à exploiter pour détourner leur colère contre les immigrés, les musulmans. On voit comment on installe une sorte de jeu de rôle à travers des lectures faussées et des abandons, aboutissant à opposer des populations selon l'origine, la couleur ou la religion.

Il y a la tension des espaces urbains, qui ont la priorité sur tous les plans, avec des espaces ruraux souvent oubliés, 20% de la population française, où le taux de pauvreté est supérieur à la moyenne nationale, qui connaissent un fort vote FN dont les journalistes s'étonnent toujours, curieusement. Il y aussi les ouvriers de régions sinistrées qui sont absents des références collectives aujourd'hui, longtemps désignés comme le fer de lance du progrès social par leurs luttes, vivant souvent dans des quartiers où la

seule réalité qui s'affiche est celle d'une religion revendiquée identifiée à l'immigré qui les a remplacés dans les préoccupations collectives, avec une rupture consommée.

Il y a le divorce qui commence à s'opérer entre des classes moyennes qui financent l'Etat-providence et les moins bien lotis qui en bénéficient. Des classes moyennes qui longtemps ont considéré devoir jouer le jeu de ce pacte social, mais qui se sentent en permanence sollicitées et même mises à l'index parfois, pointées du doigt comme riches, telle que la mise sous conditions de ressources des allocations familiales l'a souligné.

Il y a aussi, à un autre niveau de lecture, les gagnants et les perdants de la mondialisation, de la modernité identifiée au lien entre libéralisme et démocratie, en quoi tous ne peuvent se reconnaître. Ce qui renvoie au rejet du système qui appuie sur toutes ces contradictions.

Yves Roucaute : La France mérite, à cet égard, une réflexion à part. Notre pays a trop longtemps préféré à l'analyse de la situation concrète la négation pure et simple des dynamiques haineuse. Ce faisant, refusant de travailler sur les failles morales et sociales de la France pour assurer sa cohésion et sa puissance, les dirigeants politiques ont permis le développement de l'islamisme.

Ce point est particulièrement évident concernant la question de l'immigration et des difficultés d'assimilation. Ces dernières conduisaient à des manifestations de haine perceptibles par tous dans la quotidienneté. Pourtant, longtemps, la plupart des dirigeants politiques affirmèrent qu'il n'y avait pas de haine, mais seulement de la colère, c'est-à-dire un mélange de réactions irrationnelles et de peines dans une situation douloureuse, face à l'injustice subie par la seconde génération de l'immigration, face au chômage, aux difficultés d'insertion, de voisinage, d'habitat, de scolarité etc. Ainsi, la haine perceptible dans les stades où étaient brûlés des drapeaux français et sifflée la Marseillaise, les actes d'incivilité dans les métros, dans certaines cités, dans les rues, devenaient des faits divers accidentels produits par des gens en colère. Ces faits n'avaient finalement qu'une seule épaisseur : celle de l'exclusion. Ces actes venaient des « exploités », des « dominés », des « malheureux », des « laissés pour compte », des « exclus ». Certes, disaient ces démagogues, la colère ce n'est pas bien mais puisqu'ils sont exclus, la vraie responsabilité est d'abord du côté de ceux qui excluent. Et la solution était donc de faire un effort du côté de la France pour intégrer ceux qui souffrent de vivre sur le territoire national.

Bien entendu, l'islamisme radical lut une faiblesse là où ces dirigeants croyaient prouver leur générosité. Et il vit une bonne occasion de recruter dans les lieux de déshérence identitaire des cités auprès de la seconde et de la troisième génération, dans les populations marginales quand bien même elles n'étaient pas d'origine musulmane, des chômeurs aux vendeurs de drogue, jusqu'aux prisons, pour offrir leur soutien à ceux qui, quand bien même ils étaient coupables, devenaient les victimes de la société française. D'autant que le parti communiste disparaissant des cités en sombrant dans la maladie infantile du gauchisme, l'islamisme a pu relayer ce discours de culpabilisation qui a fissuré pendant 30 ans le ciment culturel français auprès des plus fragiles. Puisque la société française elle-même admettait sa culpabilité, il était facile pour les courants islamistes d'appeler à la combattre.

Je passe, faute de temps, sur la haine antiburgeoise ou antilibérale qui est tout autant canalisée par l'islamisme et qui s'ajoute à la précédente. Ces discours de haine ont ruiné l'idée que la France pouvait vivre par l'effort et le travail autour de valeurs communes et que les inégalités en son sein n'étaient pas nécessairement des injustices. Ils ont dénoncé le rôle de l'Etat qui n'assurerait pas la « justice » distributive, celle de l'égalité sociale, et qui serait au service des possédants. Mais alors que l'esprit de lutte des classes a perdu toute crédibilité du côté d'une alternative révolutionnaire socialiste, depuis la chute du mur de Berlin et le virage du parti communiste chinois, les esprits les plus fragiles virent naître une autre alternative pour détruire ce monde « injuste », celle de l'islamisme. Car il ne faut pas s'y tromper, l'islamisme est un discours haineux de révolution sociale.

Mais ces haines n'auraient pu prendre sur les esprits, si la détestation de la morale universelle n'avait été nourrie par le laxisme d'une partie de la gauche et de la droite. Cela est sans doute l'élément le plus subtil de la séduction de l'islamisme.

En prétendant que tout se vaut, ou que toutes les valeurs sont déterminées par leurs conditions historiques et sociales, voire qu'elles cachent les rapports de domination, les démagogues ont cru pouvoir séduire les foules et même régler au mieux le problème de l'intégration. Chacun devait pouvoir s'intégrer avec son droit à la différence, puisque la différence importait peu.

Mais, c'est oublier que si tout se vaut, rien ne vaut et que si certains désirs ne valent pas mieux que d'autres, tous peuvent donc être réalisés. C'est oublier aussi que l'esprit humain aime avoir des certitudes tout comme un bateau doit aller vers un port.

Parmi ces haines, quelles sont celles qui s'expriment ouvertement et celle qui au contraire sont plus souterraines ?

Paul-François Paoli : Il existait autrefois, en France, des haines extrêmement violentes, jusque dans les années 70. **Quand le Parti Communiste était très puissant, il existait une fracture haineuse entre les pro et les anti-communistes. Jusqu'à la chute du mur de Berlin, les haines étaient idéologiques.**

Depuis 1979 et la révolution islamiste en Iran, depuis la montée en puissance de l'Islam radical, l'Occident a un nouvel ennemi. Le précédent a disparu quand le bloc de l'Est s'est dissout. La nouveauté, c'est que l'Europe occidentale et les Etats-Unis ont cet ennemi, sans avoir la culture de l'ennemi. **Nous avons renoncé à cette culture, car la philosophie de l'Europe est de ne plus avoir d'ennemi.** C'est sa faiblesse. **Mais l'Islam radical déclare la guerre, pour exister, à ce qu'il croit que nous représentons.** L'Islam radical est lui-même en crise, et la guerre intestinale sans fin entre sunnites et chiites nécessite un ennemi, pour combler la crise d'identité que cet Islam connaît.

Guylain Chevrier : Il y a ceux qui revendiquent ouvertement des droits au nom de leur différence en faisant le procès de la

République, et ceux qui se sentent abandonnés derrière un discours politique qui ne parle plus que des rapports entre République et immigration, entre République et islam, dès qu'est évoquée la question sociale. Si on prend l'exemple du rôle des médias dans la promotion des minorités visibles, il y a derrière celle-ci tout un ensemble de promoteurs institutionnels, associatifs et publics, de cette dynamique.

Ce qui a permis de constater une progression importante de cette visibilité depuis une dizaine d'années. Les ouvriers eux ont disparu des écrans, qui représentent pourtant une vingtaine de pourcents encore aujourd'hui de la population française, avec un constat qui est celui d'un vote FN soutenu dans cette frange de la population qui formait hier les bataillons d'électeurs du Parti communiste. Les choses évoluent pour une part sans qu'on le voit, effectivement, en dehors du révélateur que constituent les échéances électorales, exprimant au grand jour certaines évolutions des forces politiques en reflet de changements dans l'électorat.

Yves Roucaute : L'islamisme et son propre droit à la différence ne trouvent ainsi devant eux aucun barrage culturel qui poserait des interdits majeurs à leurs vision du monde. Et ils sont prêts à remplir de leur venin le vide éthique des consciences organisé par les idéologues. Ainsi, quand l'islamisme affirme que l'humain ne tant que tel, sa dignité, n'est pas une valeur absolue, l'extrême gauche et le Front national lui ont déjà préparé le chemin. Non seulement il n'est pas interdit de prétendre que tous les humains n'ont pas une égale dignité mais c'est l'affirmer qui serait une rouerie d'après eux. Je me souviens encore des cris d'orfraie de certains députés quand Claude Guéant prononça le discours sur les civilisations que j'avais écrit. Je ne pensais pas qu'il se trouverait un seul député de la République pour protester devant cette idée que toutes les civilisations ne se valent pas, que celles qui sont fondées sur le respect des droits de l'homme valent mieux que celles qui les refusent. Et c'est pourtant ce qui s'est passé.

L'islamisme a profité de cette haine de la gauche révolutionnaire et néofasciste contre les valeurs universelles, associée à la démagogie et à l'ignorance, pour travailler les consciences durant des années. Que les femmes puissent être tenues dans la minorité, que les infidèles doivent se soumettre ou être châtiés, voilà qui peut être accepté par des consciences qui ont déjà appris que tout est relatif, qu'il n'y a pas d'interdit absolu et majeur.

En l'absence de garde morale face à l'abjection, l'islamisme avait table ouverte. Il pouvait avancer du côté de l'abject auprès des consciences perdues, incapables de discerner le bien, du mal, cette violation de la dignité humaine, et, bientôt, appelant bien le mal et mal le bien. La nature humaine a horreur du vide moral, et l'islamisme a offert, en guise de viatique, une morale de l'horreur. Puisque le désir humain ne savait plus l'universalité de la valeur humaine, il appris à jouir dans l'horreur.

Mais l'islamisme n'aurait sans doute pas eu ce succès, s'il n'avait pu lier les haines « locales » aux haines internationales. En particulier à l'anti-américanisme alimenté par l'extrême-gauche, depuis 1946, et le pétainisme, recyclé F.N., depuis 1944. Impérialisme, interventions même humanitaires, Corée, Vietnam, Palestiniens, libéralisme, capitalisme, Pershing II, Afghanistan, Guantanamo, Irak, Syrie, mondialisation, tout y passe ou à peu près depuis un demi siècle, pour nourrir cette haine qui n'atteint pas, curieusement, les autres grandes puissances. Une haine liée à l'antisémitisme, dissimulé derrière la détestation d'Israël. Installés depuis 1880 au Proche-Orient et depuis 1922 plus massivement, les Palestiniens sont devenus les faire-valoir de politiques d'extrême-gauche qu'ils ne supportent en aucune façon, et de certains islamistes qui nient leur pluralité politique, religieuse et sociale, et qui cherchent moins à trouver une solution pour asseoir la paix qu'à les utiliser pour développer la haine.

Encore, dernièrement, certains prétendirent découvrir un secret de polichinelle : l'espionnage par les Etats-Unis de leurs alliés. Depuis la révélation de juin 2013 parue dans le Washington Post, cela se sait pourtant. Qu'importe. Et les pays développés, Chine, Russie, Japon, Royaume Uni, n'espionnent-ils pas ? Qu'importe. Et la France ne dispose-t-elle pas d'un système Emerald, de « frenchelon », de satellites, d'experts ? Qu'importe. Pour néofacistes et extrême-gauche, alimenter la haine américaine dans l'opinion publique est un devoir. Certes, la mondialisation est une réalité où les alliés sont aussi des concurrents, certes, la France doit se doter de moyens pour préserver ses entreprises et développer l'intelligence économique, certes, l'ouverture des marchés n'autorise aucune naïveté, mais comment oublier que l'ennemi principal n'est pas les Etats-Unis mais le terrorisme islamiste ? Un ennemi principal qui demande de se doter de moyens propres et en commun en Europe.

Oublier l'ennemi principal ? L'islamisme surfe sur cette haine offerte sur un plateau. Il reprend l'antienne : les Etats-Unis impérialistes écrasent les gentils peuples, Barack Hussein Obama massacre les bons musulmans, ses alliés du monde musulman sont des traîtres, Israël et les juifs sont derrière tout cela. Et puisque le pire ennemi des ennemis est Daesh, alors soutenir Daesh est un devoir. Et terroriser à leur manière, un moyen saint.

Le constat global n'a rien de neuf - il y a 20 ans, le film "La Haine" l'expliquait déjà même si le panorama n'était que partiel. La situation ne s'est en rien améliorée. Pourquoi un tel aveuglement collectif sur le sujet ? Qu'est-ce qui dans le contexte français tend à l'exacerber ?

Guylain Chevrier : Le film « La Haine » est un bon repère. Les choses n'ont cessé de se dégrader depuis. S'il y a des causes internes, telle qu'une société plus composite qu'il y a trente ans, avec des enjeux identitaires qui se sont affirmées à l'aune d'une laïcité mise à mal, on ne peut oublier les facteurs externes. On doit aussi cette situation à un double mouvement, l'un qui tient à une mondialisation qui fragilise les démocraties occidentales en provoquant des crises économiques et sociales fortes qui les décrédibilisent, l'autre qui tient d'une situation internationale où les cartes ont été rebattues depuis la fin du communisme à l'Est et un bouleversement des rapports de forces et des équilibres, à la faveur de quoi le retour au religieux en grand s'est fait jour, à partir de pays qui n'ont pas connus un véritable processus démocratique. Dès qu'il y a recul des institutions politiques, l'irrationnel fait retour sur la scène de l'histoire.

~~Il y a comme une naïveté semble-t-il propre aux pouvoirs publics, et qui consiste à penser que c'est en multipliant les compromis que~~

l'on arrivera à contenir la poussée religieuse et permettra les adaptations aux exigences de la modernité démocratique, derrière le slogan annoncé d'un islam compatible avec la République. Aucune religion n'est incompatible avec les institutions républicaines, il en va de la conception que la religion se donne d'elle-même, rien de plus ni de moins. On a choisi depuis de nombreuses années de donner une prime aux différences, convaincu d'une reconnaissance en retour des populations en référence pour la République, mais c'était vouloir atteindre un but avec des moyens contraires. Les atermoiements sur l'application du principe de laïcité à l'école où on voit un regain d'incidents avec des signes religieux qui s'y manifestent, les nombreuses dérogations à la loi de 1905 de séparation des Eglises et de l'Etat, comme celles du Conseil d'Etat en faveur d'un financement des lieux de cultes par les collectivités locales incitant à un clientélisme local qui n'arrange rien, le renforcement de l'enseignement du fait religieux à l'école au nom de la laïcité qui signifie la volonté d'intégrer toujours un peu plus les élèves selon leurs différences, croyant par là pouvoir nourrir le sentiment d'appartenance à une même société, sont autant d'errances et d'erreurs. Il ne s'agit pas de tout effacer d'un trait mais de revoir les équilibres dans les choses.

On voit bien qu'en cette période de crise, cette orientation a constitué une tentative de modérer certaines tensions entre l'immigration, les cultures venues d'ailleurs s'exprimant dans certains groupes revendicatifs, et la société française dans son ensemble, qui a échoué. Il ne faut pas persévérer dans ce sens, ce serait une faute grave au regard des risques encourus. Il faudrait, au contraire de la valorisation des différences, être d'abord fort sur ce qui nous rassemble en mettant la République laïque au centre ainsi que le modèle démocratique dont elle est indissociable, principe d'égalité en tête pour exorciser les divisions, en nous montrant bien plus sûr de nos valeurs, de notre culture, de notre identité. C'est sans doute la voie pour exorciser le risque d'une radicalisation qui joue de toutes les faiblesses.

Yves Roucaute : La question systématiquement évacuée par les démagogues est bien celle-ci : quelles que soient les raisons qui, dans le passé, pourraient permettre de comprendre leur itinéraire, n'y-a-t-il pas des êtres dont l'objectif est la destruction de notre Cité ? Et quand de tels individus passent à l'acte en jouissant dans l'horreur, jusqu'à prostituer des infidèles, jusqu'à couper au couteau des têtes, jusqu'à plonger les mains dans le corps des morts, l'urgence n'est-elle pas de mettre en œuvre les moyens pour les neutraliser ? Et quand le fléau paraît se développer, quand les rhizomes donnent autant de fleurs empoisonnées, le temps n'es-il pas venu pour le jardinier d'aller arracher les haines qui le nourrissent et de rappeler avec force, donc violence, les interdits majeurs?

C'est précisément ce temps. Il appelle un jardinier qui remette les pendules à l'heure de la France, généreuse, ouverte, mais ferme sur ses valeurs universelles, son mode de vie sucré et la recherche de sa puissance. Un travail qui commence dans la quotidienneté, par la traque des incivilités et la remise à plat des devoirs, avec de nouveaux épouvantails à islamistes dans les écoles, du salut au drapeau jusqu'au port de la blouse. Un travail qui appelle l'alliance de tous ceux qui aiment la France, musulmans compris, car ils ne sont pas seulement nos frères en humanité mais aussi nos frères d'arme face à l'horreur qui les meurtrit dans leur chair et dont ils savent mieux que d'autre extirper les racines, ainsi que le montrent les gouvernements du Maroc et d'Egypte. Le temps est venu de voir surgir un jardinier qui n'aurait à opposer à cette haine une passion, comme le disait le général de Gaulle, le 18 juin 1942, à l'Albert Hall de Londres, une seule passion, celle de la France.